

Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM)

STRATEGIE

CADRE LOGIQUE ELABORE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Session du 31 octobre-1^{er} novembre 2002)

Cadre référentiel

Sa Majesté Mohammed VI est l'initiateur d'une nouvelle politique de reconnaissance de la langue et de la culture amazighes. Cette politique est annoncée dans le Discours du Trône du 30 juillet 2001 et dans le Discours d'Ajdir du 17 octobre de la même année, et dans lequel le Souverain a scellé le Dahir chérifien de création de l'Institut royal de la culture amazighe (Dahir n° 1-01-299).

Le Discours d'Ajdir est l'expression de la reconnaissance de « l'intégralité de l'histoire du Maroc et de l'identité culturelle nationale bâtie autour des affluents qui ont forgé cette histoire et façonné cette identité indissociable de l'unité de la Nation regroupée autour de ses valeurs sacrées et ses fondements intangibles que sont la religion musulmane tolérante et généreuse, la défense de la Patrie dans son unité et son intégrité, l'allégeance au Trône et au Roi, et l'attachement à la Monarchie constitutionnelle, démocratique et sociale ».

L'Amazighité est désormais reconnue comme étant au cœur de l'identité nationale qui plonge ses racines au plus profond de l'histoire du peuple marocain ; «elle appartient à tous les Marocains, sans exclusive, et elle ne peut être mise au service des desseins politiques de quelque nature que ce soit ». En outre, dans la mesure où l'amazighe constitue un élément principal de la culture nationale, et un patrimoine culturel dont la présence est manifestée dans les expressions de l'histoire et de la civilisation marocaine, Sa Majesté accorde « une sollicitude toute particulière à sa promotion dans le cadre de la mise en œuvre du projet démocratique et moderniste, fondé sur la consolidation de la valorisation de la personnalité marocaine et de ses symboles linguistiques, culturels et civilisationnels » (Discours d'Ajdir, 2001).

Statut

L'Institut royal de la culture amazighe est une institution créée auprès de Sa Majesté le Roi et sous sa protection tutélaire. L'Institut est doté de la pleine capacité juridique et de l'autonomie financière. Les missions majeures assignées à l'Institut sont : « la sauvegarde, la promotion et le renforcement de la culture amazighe dans l'espace éducatif socioculturel et

médiatique national afin de lui donner une nouvelle impulsion en tant que richesse nationale et source de fierté pour tous les Marocains » (Discours d'Ajdir, 2001).

Missions

Mission de consultation (Alinéa 1, Article 2 du Dahir)

L'Institut, saisi par Sa Majesté à cette fin, lui donne avis sur les mesures de nature à sauvegarder et à promouvoir la culture amazighe dans toutes ses expressions.

Mission de service public (Alinéa 2, Article 2 du Dahir)

En collaboration avec les autorités gouvernementales et les institutions concernées, l'Institut concourt à la mise en œuvre des politiques retenues par Sa Majesté et devant permettre l'introduction de l'amazigh dans le système éducatif et assurer à l'amazigh son rayonnement dans l'espace social, culturel et médiatique, national, régional et local.

Missions spécifiques (Article 3 du Dahir)

Pour remplir les missions générales qui lui sont imparties à l'article 2 du dahir, l'Institut est chargé des actions et activités suivantes qu'il réalise en application des programmes approuvés conformément à l'article 7 du Dahir:

1. Réunir et transcrire l'ensemble des expressions de la culture amazighe, les sauvegarder, les protéger et en assurer la diffusion ;
2. Réaliser des recherches et des études sur la culture amazighe et en faciliter l'accès au plus grand nombre, diffuser les résultats et encourager les chercheurs et experts dans les domaines y afférents ;
3. Promouvoir la création artistique dans la culture amazighe afin de contribuer au renouveau et au rayonnement du patrimoine marocain et de ses spécificités civilisationnelles ;
4. Etudier la graphie de nature à faciliter l'enseignement de l'amazighe par :
 - La production des outils didactiques nécessaires à cette fin, et l'élaboration de lexiques généraux et de dictionnaires spécialisés,
 - L'élaboration des plans d'actions pédagogiques dans l'enseignement général et dans la partie des programmes relative aux affaires locales et à la vie régionale,

Le tout en cohérence avec la politique générale de l'Etat en matière d'éducation nationale ;

5. Contribuer à l'élaboration de programmes de formation initiale et continue au profit des cadres pédagogiques chargés de l'enseignement de l'amazighe et des fonctionnaires et agents qui, professionnellement, sont amenés à l'utiliser, et d'une manière générale, pour toute personne désireuse de l'apprendre ;
6. Aider les Universités, le cas échéant, à organiser les Centres de recherche et de développement linguistique et culturel amazighe et à former les formateurs ;
7. Rechercher les méthodes de nature à encourager et renforcer la place de l'amazighe dans les espaces de communication et d'information ;
8. Etablir des relations de coopération avec les institutions et les établissements à vocation culturelle et scientifique nationaux et étrangers poursuivant des buts similaires.

Axes stratégiques

Sur la base de ces considérants, six axes stratégiques ont été délimités pour servir d'ossature aux plans d'action de l'IRCAM :

1. La recherche fondamentale dans le domaine de la culture amazighe dans ses différentes expressions (littérature, arts);
2. La recherche action dans les domaines de :
 - a. La standardisation de la langue ;
 - b. La codification de la graphie tifinaghe ;
 - c. La pédagogie et la didactique de l'amazighe.
3. L'élaboration des programmes et des supports pédagogiques relatifs à l'enseignement de l'amazighe et la formations des enseignants.
4. Le renforcement de la place de la langue et de la culture amazighes dans l'espace médiatique.
5. La coopération et le partenariat, notamment avec la société civile.
6. La communication et le rayonnement.

Plan d'action

Les orientations générales sont données par le Conseil d'administration de l'IRCAM au travers de la Commission permanente des affaires culturelles. Ces orientations sont celles adoptées en assemblée plénière et basées sur le cadre logique retenu et les axes stratégiques y afférents. La procédure d'élaboration du plan d'action (annuel ou bisannuel) se décline comme suit :

1. La Commission du CA se réunit avec la commission interne (formée des chefs de département et des directeurs de centre) pour l'informer des orientations du cadre logique du plan d'action ;
2. Sous la direction du recteur, la commission interne élabore le projet de plan d'action dans ses grandes lignes ; ce plan comprend le volet budgétaire et le volet activités ;
3. Les départements administratifs et les centres de recherche élaborent leurs plans spécifiques en observant les orientations du CA et les propositions de la commission interne ;
4. Sous la direction du recteur, la commission interne met en forme le plan d'action de l'Institut ;
5. La Commission du CA examine le plan d'action préparé par la commission interne, établit son rapport et le soumet à l'assemblée plénière du CA.
6. Le CA, en assemblée plénière, délibère et approuve le plan d'action, en le faisant assortir, le cas échéant, de recommandations ;
7. Le plan d'action est soumis à l'approbation de l'Autorité de tutelle ;
8. Après approbation, le recteur communique aux Départements et aux Centres le plan d'action pour exécution.

Mise en œuvre et suivi du plan d'action

Le suivi est assuré régulièrement par le recteur selon plusieurs modalités :

1. il assure la coordination de la mise en œuvre du plan d'action dans le cadre des réunions de la Commission interne ;
2. il assure le suivi de l'exécution du plan d'action dans le cadre des réunions avec chacun des départements administratifs et chacun des centres de recherche ;
3. il provoque des séances de travail de la Commission du CA avec la Commission interne pour une évaluation à mi-parcours.
4. Il met en forme le rapport d'activité annuel devant être soumis au CA en assemblée plénière.
5. Le secrétaire général, prend part aux travaux de préparation, d'élaboration, de mise en œuvre, d'exécution et d'évaluation du plan d'action en établissant les comptes-rendus. Il prend part également aux travaux du CA en assurant la tenue des procès-verbaux des séances.
6. Le recteur soumet à l'Autorité de tutelle le rapport approuvé par le CA. Ce rapport comprend la synthèse des activités de l'Institut ainsi que l'arrêt de ses comptes pour l'exercice écoulé et le projet de budget pour l'année suivante.